Cahiers de Psychologie Politique

N° 5 | 2004
numéro 5 - Juillet 2004

Les ouvriers et la politique. 1962 –2002, quarante ans d'histoire – Entretien

Guy MICHELAT

Michel SIMON

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-5/1332-les-ouvriers-et-la-politique-1962-2002-quarante-ans-d-histoire-entretien
DOI : numerev_500
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 08/07/2004

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : MICHELAT, G., SIMON, M. (2004) Les ouvriers et la politique. 1962 –2002, quarante ans d'histoire – Entretien. *Cahiers de Psychologie Politique*, (5).
https://doi.org/10.34745/numerev_500

Mots-clés :

Les ouvriers et la politique. 1962 –2002, quarante ans d'histoire[1]

Guy Michelat et Michel Simon avaient construit dans les années 60, le modèle d'une culture politique ouvrière dans laquelle le sentiment d'appartenance au groupe ouvrier, le rejet du libéralisme économique et le républicanisme débouchait sur un vote de gauche, notamment communiste. Les mutations et les ruptures des années 1980/1990 ont conduit les auteurs, dans un esprit de démarche critique, à ce travail de recherche, utilisant des méthodes qualitatives et quantitatives. Fondé sur des entretiens non directifs et dix-huit enquêtes par sondages réalisées entre 1962 et 2002, il recouvre quarante ans d'analyse des rapports entre la classe ouvrière et la politique.

Que signifie appartenir à une classe sociale, et en particulier à la classe ouvrière ?

On peut estimer que l'on appartient plus ou moins à un groupe. Ainsi on appartient plus ou moins anciennement et complètement à une classe sociale, selon qu'on a été socialisé plus ou moins anciennement et durablement dans cette classe. C'est ainsi qu'au cours des années 60, nous avons été amenés à construire un indicateur du niveau d'intégration à la classe ouvrière (en partant de l'idée qu'un ouvrier fils d'ouvrier y appartenait plus qu'un ouvrier fils d'agriculteur, par exemple), en combinant profession de la personne interrogée et profession du père. On aboutit ainsi à un indicateur à trois positions en fonction du *nombre d'attributs ouvriers*, comme on peut le faire pour d'autres groupes. On peut faire l'hypothèse que plus on appartient à un groupe, plus on participe au système de représentations et d'attitudes qui le caractérise, plus on adhère au système symbolique du groupe.

Avant 1978/1980, la classe ouvrière présente tout un ensemble de caractéristiques induisant des comportements politiques de type « classiste ».

A cette époque, une culture politico - idéologique ouvrière « classiste de gauche » s'affirme avec netteté. Elle s'organise autour d'un sentiment d'appartenance de classe et du système d'identifications et d'oppositions qui en procède. L'anti-libéralisme, voire l'anticapitalisme, qui la caractérise n'est pas propre à ces ouvriers, mais chez eux, il s'enracine dans un ensemble de revendications et d'aspirations, chargées de beaucoup d'affectivité, en liaison avec la difficulté de leur vie. Il va de pair avec une implication

politique forte et une grande confiance dans les syndicats. Pour eux, se sentir ouvrier, se situer à gauche, ne pas s'abstenir et voter pour la gauche politique, notamment communiste, apparaît « normal ». Toutefois le vote communiste n'a jamais été majoritaire chez les ouvriers. Même si, après la Libération, il dépasse nettement le vote pour la gauche non communiste – PS et MRG –, ce dernier reste important (cf. par exemple le Nord et le Pas-de-Calais). Par ailleurs, il existe une minorité, parfois importante, qui vote pour la droite parlementaire. Aujourd'hui encore, ce vote dépend essentiellement du degré d'accord avec l'idéologie libérale, quelle que soit la classe sociale d'appartenance.

Cette classe ouvrière a constitué un thème récurrent d'affrontements idéologiques. Elle a souvent été présentée comme un groupe menaçant.

Il est vrai que ces ouvriers ont été parfois stigmatisés et montrés comme des individus « dangereux » pour l'ordre républicain. En fait, la réalité est tout autre. Pas plus qu'en 1966 on ne trouve trace en 1978 de millénarisme, ni de volonté de rupture avec la société, ils ne croient pas au « grand soir ». Ils espèrent seulement qu'avec la gauche, « ils auront une vie moins dure, plus digne et connaîtront un peu plus de bonheur, ils pourront souffler un peu », comme ils l'expriment avec simplicité et sincérité. En même temps ils mesurent ce que cela implique de changements au niveau d'une société globale où, selon eux, tout fait système. Ils pensent que la gauche ne pourra pas complètement changer la société mais qu'elle pourrait, cependant, apporter des améliorations, faire que la vie soit différente. Comme déjà dans les années 50 et 60, ils affirment leur républicanisme et sont contre tout système de dictature. Contrairement sans doute à une partie des militants, la plupart d'entre eux ne pensent pas que l'on vit mieux en URSS, et même qu'on y vivra mieux dans l'avenir. Ce scepticisme est majoritaire (et, semble-t-il, l'a toujours été), même chez ceux qui votent PC.

Que recouvrent ces ruptures qui se situent autour des années 80 et qui sont au cœur de votre ouvrage ?

Le sentiment d'appartenir à la classe ouvrière recule brutalement. En particulier dans le « noyau » le plus inséré au groupe ouvrier. Cette organisation symbolique, ce « classisme de gauche » implose. A l'origine, un ensemble de transformations économico - sociales importantes qui vont entraîner un véritable séisme social. Les grandes entreprises de sidérurgie, les mines, les chantiers navals, les entreprises textiles, les grandes imprimeries de labeur connaissent une crise sans précédent. Le chômage de masse fait irruption dans ces secteurs industriels qui constituent l'épine dorsale de la classe ouvrière. Simultanément, on assiste à la disparition de tout un tissu de PME et de PMI (petite métallurgie de la région lilloise, sous - traitants des grandes industries etc.). Une partie de la Lorraine est en friches, de même le Nord (Denain, Valenciennes). Cette première vague d'effondrement du tissu industriel, est suivie de crises sociales à répétitions, de délocalisations multiples et de restructurations des entreprises, autant de facteurs qui ne feront qu'aggraver la situation des classes populaires et les déstabiliser au cours des décennies suivantes.

Ce groupe ouvrier est donc en quelque sorte « fauché » par la crise.

En quelque sorte. Les conséquences sont innombrables et dramatiques. Ces familles ouvrières faisaient vivre des quartiers, des villages et des bourgs entiers. Cette implosion stérilise la vie de tous ces lieux. Les réseaux de sociabilité disparaissent (cafés, petits commerces de proximité). Le petit salariat d'exécution – les petits employés – est tout autant touché. Or, souvent, la femme d'ouvrier avait un petit poste d'employée. La classe ouvrière connaît alors des brisures identitaires d'une rare violence. La condition ouvrière est dévalorisée, l'ouvrier perd l'estime de soi et connaît un sentiment d'échec. Il faut rappeler que très souvent les familles entretenaient des relations avec les lieux de travail et de vie depuis plus d'un siècle, les générations se succédant dans une même entreprise, dans un même quartier. On assiste à la rupture de la continuité familiale. Le père n'a plus rien à transmettre à ses fils, il n'a plus de statut et perd sa dignité. On lui propose des possibilités de reconversion, des sessions de formation et des « devoirs à faire à la maison », ce sont alors les enfants, surtout les filles, qui aident leur père : les rôles traditionnels sont inversés.

L'anxiété et le pessimisme, un sentiment d'abandon et d'isolement envahissent le groupe ouvrier et le salariat d'exécution qui lui est proche. On continue à être hostile au libéralisme économique, mais plus on appartient au groupe ouvrier, plus on développe des attitudes hostiles aux immigrés, à connotation raciste, liées à une montée de l'anxiété qui est un élément fondamental pour comprendre les évolutions du rapport au politique. Cela s'explique en grande partie par une situation socio-économique de concurrence, « *ils nous volent notre travail !* », mais pas seulement. Encore faut-il que cette situation soit déchiffrée en fonction de « grilles » idéologiques (xénophobie, priorité aux « nationaux ») qu'on voit se réactiver dans toutes les conjonctures de crise.

Le rapport au système politique en est tout autant bouleversé.

La modification des attitudes politiques est tout aussi frappante. Il ne s'agit pas d'une dépolitisation, mais la confiance portée au système politique et l'attachement aux institutions représentatives s'effritent. Plus on appartient au groupe ouvrier, plus cette désaffection est marquée. Et ce désengagement se traduit par une « désaffiliation à gauche ». et par un affaiblissement et une évolution de la relation au syndicat. La rupture politique se fait en deux temps, entre 1977 et 1988 et en 1993.

Pouvez-vous nous expliquer cette double rupture ?

La première phase se situe au cœur du processus de l'Union de la gauche. 1977 : rupture de l'Union dont la responsabilité est imputée au PCF. Personne n'y comprend plus rien et surtout les électeurs des classes populaires. Depuis au moins 1934, le Parti communiste s'était identifié à la recherche de l'unité avec le PS. Le souvenir de 1936 est toujours vivant et les avancées de 1945-1947 n'ont pas été oubliées. N'oublions pas non plus la crise puis, en 1989-1991, l'effondrement du bloc communiste dont les effets ne sont pas immédiats mais sous–jacents. Entre 1978 et 1988, le Parti communiste subit un recul spectaculaire, y compris dans la fraction la plus ouvrière, la plus à gauche de la

population. Ce recul s'opère alors au profit du Parti socialiste. La deuxième étape se déroule en 1993. Le PS s'effondre, après les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy. Et, c'est dans le peuple ouvrier de gauche qu'il connaît ses pertes les plus massives. « *On ne nous entend plus* ». Le sentiment d'abandon est encore plus fortement ressenti. Le vote classiste pour la gauche s'affaiblit. Et l'abstentionnisme devient particulièrement massif dans les milieux ouvriers et populaires. Le système politique ne répond plus aux attentes. C'est aussi le moment ou le thème de la globalisation émerge dans le débat public.

Une partie des classes populaires se tourne alors vers les extrêmes et en particulier vers le Front national ?

Les votes d'extrême droite et d'extrême gauche sont évidemment, pour l'essentiel, le reflet d'un rejet du système politique, mais ils obéissent à des logiques idéologiques opposées. Le vote « frontiste » n'est pas un vote circonstanciel. Quelles que soient les catégories sociales, il a pour condition des attitudes et des affirmations ethnocentriques, à connotations racistes, exprimées avec une véhémence toute particulière. « *Il y a trop d'immigrés en France* ». Pour une partie de ceux qui vivent dans une situation où rien ne va plus, où se développe une anxiété qui touche tous les aspects de la vie, chômage et précarité, sentiment d'insécurité, peur de l'avenir pour soi et ses enfants, l'explication, c'est : « les immigrés sont responsables de tout ce qui nous arrive ». Le vote FN est maximum quand peur et hostilité aux immigrés se combinent, mais sans cette dernière, il n'y a pas vote Front national. En même temps, plus on appartient objectivement au groupe ouvrier et plus on se situe soi-même à droite, plus on vote Front national. C'est bien dans le « peuple de droite », peuple ouvrier inclus, que le FN a trouvé ses plus gros soutiens, même s'il a aussi mordu dans le « peuple de gauche », en particulier dans sa composante ouvrière. Il faut aussi noter que l'affaiblissement de la gauche provient en grande partie d'une abstention ouvrière et populaire qui, en termes de suffrages exprimés, renforce encore le FN dans ces catégories.

Le vote d'extrême gauche est-il très différent ?

Comme le vote de gauche dans son ensemble, les votes d'extrême gauche et PC sont d'autant plus fréquents qu'on est plus hostile au libéralisme économique, qu'on est plus politisé et qu'on se situe davantage à gauche. Ils sont d'autant moins fréquents qu'on est plus autoritaire et xénophobe. Leurs motivations sont à l'opposé de celles du vote FN. Le vote d'extrême gauche de 2002 n'est pas un vote fruste. Il concerne des électeurs, plus informés, qui s'intéressent à la politique. Mais ils sont extrêmement critiques vis - à - vis de la « gauche de gouvernement ». Ce sont les jeunes qui ont le plus arbitré au détriment de cette dernière et au profit de l'extrême gauche. Les moins de quarante ans sont au total plus réceptifs aux thèmes de gauche que leurs aînés. Ils sont au moins aussi antilibéraux, mais beaucoup plus tolérants, y compris chez les ouvriers. Ils sont aussi beaucoup plus en rupture avec le système politique.

Que s'est-il passé le 21 avril 2002 dans la classe ouvrière ?

L'exaspération de la demande, les carences de l'offre, les réponses partielles ou contradictoires des politiques aux attentes, entre autres, de ce groupe très éclaté, ont entraîné ce « séisme » qui s'inscrit dans un ensemble de mutations et de ruptures qui se sont brutalement accélérées depuis les années 1990. Ces ruptures ont affecté tous les groupes sociaux, mais particulièrement le groupe ouvrier. La gauche doit largement sa défaite à la défection du salariat d'exécution et de son « noyau « ouvrier. Le PC s'est trouvé marginalisé. La droite parlementaire régresse tout autant, en particulier dans son électorat traditionnel non ouvrier. La gauche comme la droite reculent de quinze points par rapport aux élections législatives de 1978 quant le taux d'abstention gagne onze points.

Qui sont les ouvriers aujourd'hui ?

Les ouvriers représentent aujourd'hui autour de 27% de la population active. Mais entre ce groupe et « l'archipel » des employés, des salariés d'exécution, les salariés précaires (employés de Mac Do, Fnac, grandes surfaces, tourisme etc.), les rapprochements sont de plus en plus sensibles. Un salariat instruit s'est constitué. Les moins de quarante ans sont de plus en plus qualifiés et ont souvent bac + 2 ou 3. Ouvriers ou non, ils exigent d'avantage des argumentaires des politiques, mais ils ont du mal à s'organiser. Leur situation est souvent précaire (CDD), ils changent fréquemment d'employeurs, de lieux de travail et leurs horaires sont segmentés, comme dans les grandes surfaces. Ils sont conscients de la fragilité de leurs situations et de la menace du chômage qui pèse sur eux. L'idée monte que « *seul, on ne s'en sortira pas* ». Peut-être voit-on émerger de nouvelles formes de relations aux organisations, y compris aux syndicats, suivant des filières différentes. Ces jeunes ont besoin d'avoir des représentants qui sortent de leurs rangs et des formes de politisation adaptées à leur sensibilité, ce à quoi la gauche, PCF compris, à du mal à faire droit, mais ils sont favorables aux démonstrations collectives. Et, du moins dans les catégories non ouvrières, ils s'impliquent dans des mouvements associatifs, altermondialistes. Cette nouvelle génération évoluera en fonction des réponses qui lui seront données.

Propos recueillis par Elisabeth Kosellek

Paru dans LA LETTRE DU
N° 8 - Mai-juin 2004

1 Les ouvriers et la politique. Permanence, ruptures, réalignements, Presses de Sciences Po, Paris, 2004, 373 pages